

المملكة المغربية



المندوبية السامية للتخطيط

+٠٥٤٤٠٤٤+ +٠٤٠++٠٦+ | ٥٥٤٤٤٠

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

BUDGET ECONOMIQUE PREVISIONNEL 2022



**La situation économique en 2021
et ses perspectives en 2022**

Janvier 2022

Avant-Propos

Le Budget Economique Prévisionnel 2022 présente une révision du budget économique exploratoire publié au mois de juillet 2021. Il s'agit d'une nouvelle estimation de la croissance de l'économie nationale en 2021 et d'une révision de ses perspectives en 2022 et de leurs effets sur les équilibres macroéconomiques interne et externe.

L'élaboration du présent budget tient compte des perspectives économiques mondiales, élaborées par les différents organismes internationaux, notamment le FMI, l'OCDE, la Commission Européenne et la Banque Mondiale. Ce budget se base également sur les résultats des comptes et enquêtes trimestriels et les travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan. Il tient compte aussi des agrégats monétaires, des indicateurs des finances publiques et des statistiques des échanges extérieurs fournies respectivement par Bank Al Maghrib, par le Ministère des finances et par l'Office des Changes.

Les prévisions pour l'année 2022 sont basées sur l'hypothèse d'une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2021/2022 et sur les nouvelles mesures et dispositions annoncées dans la Loi des Finances 2022. Ces prévisions sont, également, sous-tendues par un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution des facteurs exogènes régissant l'économie marocaine, aussi bien sur le plan national qu'international.



PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES

	2020	2021	2022
Evolution de la croissance économique nationale (en %)			
❖ Produit Intérieur Brut	-6,3	7,2	2,9
❖ Valeur ajoutée non agricole	-6,0	5,6	3,5
❖ Valeur ajoutée primaire	-6,9	17,9	-1,6
❖ Inflation	0,8	1,8	1,8
Principaux Ratios (en % du PIB)			
❖ Déficit commercial	-14,6	-16,6	-17,6
❖ Besoin de financement	-1,8	-2,5	-3,6
❖ Déficit budgétaire	-7,6	-6,5	-6,1
❖ Taux d'endettement global	92,5	90,3	93,2

Accroissement 

Décélération 

Baisse 

Allègement 

Creusement 



Introduction

Après une récession profonde en 2020 sur fond des retombées de la crise sanitaire, l'économie mondiale aurait enregistré un fort rebond de « rattrapage » en 2021. Cependant et sous l'hypothèse d'une maîtrise progressive de la pandémie grâce à une meilleure couverture vaccinale, l'année 2022 devrait apporter de nouveaux défis. Outre le passage des banques centrales à la normalisation des politiques, les risques géopolitiques et systémiques se multiplient. L'année 2022 devrait connaître ainsi une décélération du rythme de croissance économique et un retour progressif à une situation quasi-normale dans un contexte qui serait marqué par une hausse de l'inflation.

Au niveau national, les prévisions de la croissance économique pour l'année 2021 établies lors du budget exploratoire devraient être revues à la hausse. Ce fort rebond plus que prévu de l'économie marocaine aurait été porté par les bonnes performances du secteur agricole et par une forte hausse des activités secondaires accompagnée par un redressement des services marchands. Cependant, l'année 2022 devrait connaître un ralentissement de la croissance économique nationale attribuable à l'atténuation de l'effet de base dont aurait profité le rythme de la croissance en 2021 et à la baisse de la valeur ajoutée agricole après une année exceptionnelle marquée par une production record en 2021.

Ces perspectives économiques restent, toutefois, entourées de fortes incertitudes liées notamment à l'évolution épidémiologique qui n'est pas terminée. Omicron n'est peut-être pas aussi virulent que les variantes précédentes, en particulier dans les économies avancées hautement vaccinées, mais il est beaucoup plus contagieux, ce qui signifie que les hospitalisations et les décès devraient être plus élevés. L'incertitude et l'aversion au risque qui en résulteraient, réduiraient la demande et exacerberont les goulots d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement. Cette situation devrait se traduire par la mise en place de nouvelles mesures restrictives dont les conséquences devraient impacter négativement la croissance économique nationale.



I- L'environnement international

Leger redressement économique mondial dans un contexte de persistance des risques sanitaires et de tensions inflationnistes

Malgré les baisses et les perturbations dues aux nouvelles variantes de COVID-19, 2021 s'est avérée être une année relativement positive pour les économies et les marchés dans la plupart des régions du monde. La croissance économique mondiale aurait nettement rebondi en 2021 avec une croissance de 5,5% après une forte récession de 3,4% en 2020, grâce à l'orientation expansionniste des politiques macroéconomiques et à la vigueur des dépenses de consommation. Toutefois, ce fort rebond, devrait s'estomper suite à l'essoufflement du rattrapage de la demande, à la persistance des perturbations au niveau de l'offre ainsi qu'au resserrement des marges de manœuvre de l'action publique. La croissance devrait ainsi décélérer sensiblement à 4,1% en 2022¹ accompagnée par une forte hausse de la dette mondiale.

L'incertitude et les risques pesant sur les perspectives de croissance mondiale demeuraient importants. Au-delà de l'évolution incertaine de la situation sanitaire avec la propagation rapide de nouveaux variants du COVID, le rythme de la reprise resterait impacté par l'évolution de l'inflation et par le changement des conditions financières. En outre, la décélération dans certaines grandes économies notamment aux Etats Unis et en Chine, devrait peser sur la demande extérieure adressée aux pays émergents et en développement.

Aux Etats Unis, la croissance devrait ralentir à 3,7 % en 2022 après 5,6 % en 2021 en liaison avec la baisse de l'épargne excédentaire engendrée par des transferts fédéraux et qui aurait fortement soutenu la consommation des ménages et l'investissement en 2021. Par ailleurs, et pour faire face à la hausse spectaculaire des prix en 2022, la banque centrale américaine (FED) devrait cesser ses mesures de soutien à l'économie plus tôt qu'anticipé, en réduisant ses achats d'actifs, ouvrant ainsi la voie à des relèvements de ses taux directeurs en 2022. Néanmoins, la politique

¹ Perspectives économiques de la Banque Mondiale _ Janvier 2021



monétaire devrait rester favorable jusqu'à ce que le marché de travail retrouve son niveau de plein emploi.

Dans la zone euro, en dépit des inquiétudes liées à la progression de nouveaux variants, le redressement de la production devrait se poursuivre avec une croissance du PIB de 5,2% et 4,2% en 2021 et 2022 respectivement. A côté de la dynamique des investissements générés par les différents plans de relance européens et nationaux, les dépenses de consommation devraient être soutenues par la hausse des salaires et le recul de l'épargne des ménages.

Néanmoins, la persistance des perturbations affectant les chaînes d'approvisionnement devrait continuer à perturber l'activité économique européenne, en particulier celle des industries manufacturières hautement intégrées dans les chaînes de valeur mondiales. Dans ce contexte, les hausses des cours des matières premières, devraient continuer d'alimenter l'inflation, ce qui devrait réduire le pouvoir d'achat des consommateurs et éroder les marges des entreprises, limitant ainsi la reprise de la zone dans son ensemble.

Dans les Pays Emergents et en Développement, la croissance économique devrait rester désynchronisée. Les pays exportateurs de matières premières devraient bénéficier des prix élevés à l'exportation et d'une forte demande mondiale, tandis ce que la reprise devrait rester mitigée dans de nombreux pays, notamment ceux à faible revenu et où le risque sanitaire resterait élevé à cause du faible taux de vaccination. Par ailleurs, l'augmentation prévue des taux directeurs aux Etats Unis devrait encourager la sortie de capitaux et une dépréciation des monnaies. Ainsi, plusieurs banques centrales dans les économies émergentes seraient dans l'obligation de resserrer leurs politiques monétaires pour tenter de freiner l'inflation et soutenir leurs devises.

En Chine, l'économie traverse une période d'importants ajustements suite au durcissement de la réglementation dans divers secteurs et aux efforts engagés pour remédier aux problèmes liés à l'endettement de certaines entreprises notamment dans le domaine de l'immobilier. Le rythme de croissance devrait ainsi ralentir à 5,1% en 2022 après le rebond de 8,0 % attendu en 2021.



L'économie Indienne, et après une sévère vague d'infection en 2021 qui aurait entravé le processus de retour à la normale, se serait redressée globalement grâce au raffermissement de la consommation et de la relance de l'investissement privé, stimulés par des politiques publiques accommodantes. En 2022, la croissance économique en Inde devrait rester robuste avec un taux de 8,7% après 8,3% en 2021.

En Russie, la croissance devrait décélérer passant de 4,3% en 2021 à 2,4 % en 2022 suite à la baisse de la demande intérieure et au retour aux politiques publiques restrictives. De même, les perspectives devraient être défavorisées par les tensions géopolitiques élevées, y compris les sanctions américaines supplémentaires imposées en 2021, et aussi par les faibles taux de vaccination.

Au Brésil, la croissance devrait fortement ralentir à 1,4% en 2022, après 4,9% en 2021. La consommation privée devrait baisser, impactée par une inflation et un chômage élevé. Aussi, le ralentissement de la croissance en Chine, principal partenaire commercial, devrait peser sur les exportations à court terme. Par ailleurs, la contraction de la politique monétaire afin de freiner l'inflation, devrait limiter la croissance économique du pays.

Dans ces conditions le commerce mondial, devrait progresser à un rythme modéré de 5,8% après un vif rebondissement de 9,5% en 2021, reflétant la demande vers des produits manufacturés à forte intensité commerciale, notamment des biens durables. Toutefois, et compte tenu des limitations sur les capacités portuaires et des pénuries de conteneurs, le secteur mondial du transport maritime s'évertue de suivre ce rythme de croissance. Les coûts du fret maritime devraient ainsi demeurer élevés dans le court terme, ce qui devrait alimenter la hausse des prix des importations.

Sur le marché des matières premières, les prix des produits de base auraient flambé en 2021, en liaison avec le regain de la demande mondiale accompagné par les diverses contraintes sur l'approvisionnement. Ainsi, les cours du pétrole (Brent) auraient enregistré 69 \$/Baril en 2021, en hausse de 67,2% en glissement annuel. Cette forte hausse reflète une gestion prudente de l'offre de l'OPEP+ au moment où les produits pétroliers auraient demeuré fortement utilisés comme



alternatives au gaz naturel et au charbon, dont les cours se seraient envolés en 2021, pour la production de l'électricité. En 2022, les cours de pétrole devraient rester élevés et pourraient atteindre 100 \$/Baril. Ils pourraient, toutefois, subir des fluctuations suite aux perturbations causées par l'évolution de la pandémie et par les tensions géopolitiques notamment dans le Moyen Orient. Quant aux Prix du gaz naturel et du charbon, ils devraient baisser en 2022 suite à l'atténuation des contraintes d'approvisionnement, mais resteraient supérieur à leurs niveaux d'avant la pandémie.

De leur côté, les prix des produits non énergétiques, qui ont fortement augmenté en 2021 avec un taux de 31,9%, porté par les métaux de base, les fertilisants et les produits alimentaires, ne devraient que timidement baisser à un taux de -2%. Dans ces conditions, l'inflation devrait enregistrer pour la deuxième année consécutive de forte hausse dans la majorité des pays, ce qui devrait frapper durement les populations à faible revenu et atténuer les effets des politiques monétaires.

Sur le marché de change, l'euro serait plombé par la politique monétaire accommodante de la BCE, tandis que le dollar américain continuerait de profiter de son statut de valeur de refuge dans un marché marqué par le ralentissement de la croissance chinoise et par la politique plus restrictive de la Réserve fédérale. Ainsi, la parité euro dollar devrait atteindre 1,16 en 2022 au lieu de 1,18 en 2021 et 1,5% en 2020.

Dans ces conditions, l'activité économique nationale devrait continuer de tirer profit du redressement de l'économie mondiale. La demande adressée au Maroc devrait, ainsi, évoluer d'environ 7,3% en 2022 au lieu de 10% en 2021 et après une chute de 10,9% enregistrée en 2020.



II- Situation économique en 2021

Croissance économique en net rebondissement

Après sa profonde récession en 2020, l'activité économique nationale devrait fortement rebondir en 2021 avec une croissance du PIB de 7,2% au lieu du repli de 6,3% enregistré en 2020. Hormis l'effet de base, la croissance en 2021 est stimulée principalement par une bonne campagne agricole et l'amélioration de la situation épidémiologique qui ont entraîné un raffermissement de la demande intérieure et extérieure.

Une dynamique générée par une production agricole importante ...

Le secteur primaire aurait enregistré une forte croissance de l'ordre de 17,9% en 2021 contre une baisse de 6,9% enregistrée en 2020 suite aux bonnes performances de la campagne agricole ainsi que celles des activités de l'élevage et de la pêche. Durant cette année, la bonne répartition spatio-temporelle des précipitations a permis une production céréalière qui aurait atteint un niveau record de 103,2 MQx en hausse de 221% par rapport à la campagne précédente², ainsi qu'un accroissement des autres cultures hors céréales notamment celles des agrumes (+29%) et l'olivier (+14%) sous l'effet positif de la température relativement clémente et des pluies des mois d'avril et de mai. Parallèlement, l'activité de l'élevage et celle de la pêche maritime se seraient affermies tirant profit, pour la première, de la disponibilité et l'amélioration du couvert végétal, et pour la deuxième, de la performance de la commercialisation des produits de la pêche côtière et artisanale et la bonne orientation des exportations nationales de ces produits.

...mais aussi par une demande intérieure et extérieure croissante

Le raffermissement de la demande étrangère et les retombées positives de l'amont agricole avaient pour effet de booster la valeur ajoutée des industries minières et manufacturières, toutefois avec des gains différenciés. La hausse de la demande étrangère pour les dérivées du phosphate et le maintien de la demande des industries de transformation locales auraient permis au **secteur minier** de poursuivre son évolution positive en enregistrant une croissance de 1,3% en 2021 contre

² Cette production se serait élevée à 50,6 MQx pour le blé tendre, à 24,8 MQx pour le blé dur et à 27,8 MQx pour l'orge.



5% en 2020. Quant à l'**industrie agroalimentaire**, elle aurait profité des retombées de l'amont agricole pour se raffermir de 3,2% en 2021. Par ailleurs, la forte demande étrangère de l'Union européenne en vêtement confectionnés aura profité aux activités du **textile et cuir** affichant un raffermissement de près de 13,5% en 2021, après avoir enregistré une chute drastique de 10,6% durant la pandémie en 2020.

La reprise du secteur de l'automobile, grâce à la demande extérieure adressée aux composants électroniques et aux fils et câbles électriques, aurait bénéficié aux **industries mécaniques, métallurgiques et électriques** en affichant une croissance positive de l'ordre de 8,6% en 2021. L'activité du secteur aéronautique, en revanche, aurait continué de pâtir des difficultés liées aux mesures restrictives à la mobilité au niveau mondial, réduisant ainsi le niveau de sa production. De même, et malgré la demande mondiale robuste en engrais chimiques en provenance du Brésil et de l'Amérique du nord ainsi que le resserrement de l'offre sous l'effet du repli des exportations chinoises en engrais, **les industries chimiques et para-chimiques** auraient enregistré une performance moins importante que celle de 2020 avec un taux de croissance de 1,2% en 2021. La dynamique engendrée par la reprise de plusieurs activités industrielles aura bénéficié au **secteur de l'énergie** qui aurait enregistré une croissance de 5,8% en 2021, et plus particulièrement le volume de la production de l'énergie électrique.

Le secteur du **Bâtiment et Travaux Publics** aurait connu une forte reprise de 10,8% en 2021. Au-delà de l'effet de base relatif à l'arrêt de l'activité pendant le confinement, le secteur aurait bénéficié du dynamisme de la branche du bâtiment, stimulé par les incitations fiscales et par la baisse relative des prix des actifs immobiliers dans un contexte marqué par une hausse des crédits à l'habitat.

L'ouverture progressive des frontières et l'atténuation des restrictions de déplacement au niveau national auraient permis un regain de la demande pour les activités tertiaires gravement affectées par la pandémie en 2020. Ceci aurait contribué au léger redressement de 20% de la valeur ajoutée du secteur du tourisme qui avait connu une baisse drastique de 56% en 2020. De même, les **activités du commerce** seraient accrues de 11,3% en 2021. **L'activité du transport** aurait ainsi enregistré un affermissement de près de 10,1% tiré par l'amélioration de l'activité des transports ferroviaire et routier et dans une moindre mesure par le transport aérien. Toutefois, le recul du



trafic portuaire en raison des difficultés liées aux perturbations des chaînes d'approvisionnement au niveau international aurait contribué négativement à la croissance des activités du transport maritime.

Dans ces conditions, et compte tenu de l'évolution de 6,5% des impôts et taxes sur les produits nets de subventions, **la croissance économique nationale aurait affiché un rebond de 7,2%** en 2021 au lieu d'une récession de 6,3% enregistrée en 2020. Sous l'effet de l'envolée des prix des matières premières au niveau international, conjuguée à une reprise de la demande intérieure, les prix intérieurs auraient entraîné une hausse du niveau général des prix aux alentours de 1,8% au lieu de 0,8% enregistrée en 2020.

Le marché du travail aurait connu une relative amélioration sur l'ensemble de l'année 2021 avec des créations nettes d'emploi qui auraient atteint 184 000 postes et une amélioration du taux d'activité après avoir entamé une tendance baissière ces dernières années. Cette situation aurait porté le **taux de chômage** au niveau national à près de 12,2%, au lieu de 11,9% enregistré en 2020.

Net rebondissement de la demande intérieure suite au regain de confiance

Les avancées en matière des campagnes de vaccination, l'amélioration de la situation sanitaire et le retour graduel d'optimisme qui en résulte auraient permis un rebond de **la demande intérieure** qui se serait accrue de 8% en volume, au lieu d'une baisse de 6% en 2020, contribuant à la croissance du PIB de 8,6 points. En effet, **la consommation finale nationale**, principale composante de la demande intérieure, aurait progressé de 6,1% en 2021, une croissance équivalente à une contribution de 4,8 points de pourcentage à la croissance du PIB. Cette croissance est tirée principalement par **la consommation des ménages**, soutenue en 2021 par le raffermissement de leurs revenus, de l'accroissement des prêts à l'habitat et à la consommation ainsi que la bonne tenue des revenus nets en provenance du reste du monde qui auraient cru de 24%. Quant à **l'investissement brut**, sa croissance évaluée à 13,3% en 2021 aurait contribué de 3,8 points de pourcentage à la croissance du PIB au lieu d'une contribution négative de 4,5 points en 2020, grâce aux investissements dans la construction (+10,8%) et l'industrie (+9%).



Une position extérieure fragile...

La reprise économique mondiale alimentée par les avancements des campagnes de vaccination aurait porté les échanges commerciaux à un niveau similaire à celui d'avant crise. Au niveau national, les signes de reprise des échanges extérieurs se seraient confirmés depuis le début de l'année et auraient concerné tous les secteurs exportateurs, notamment, le phosphate et dérivés, l'automobile, l'agriculture et l'alimentaire. La dynamique des activités productives locales ainsi que la reprise de la demande intérieure auraient contribué significativement à la hausse des importations des intrants en demi-produits, des biens d'équipement et des produits finis de consommation. Des importations constituées principalement en voitures et des pièces automobiles ainsi que les importations de médicaments et de produits pharmaceutiques. De plus, les mesures entreprises pour faciliter le retour des ressortissants marocains et l'entrée des touristes étrangers auraient permis une reprise modérée des échanges de services, notamment ceux du voyage et du transport.

Les retombées positives de l'amont agricole auraient permis une atténuation des besoins en produits alimentaires notamment en céréales, ce qui aurait contribué à l'allégement de la facture alimentaire importée. Cependant, le renchérissement des cours internationaux des matières premières aurait eu un effet différencié sur les échanges nationaux. D'un côté, ces tendances auraient bénéficié aux exportations nationales des produits phosphatés dont les cours internationaux auraient atteint un niveau similaire à celui de 2008, mais de l'autre côté, elles auraient contribué à l'augmentation significative de la facture des importations durant cette phase de reprise.

...atténuée par les transferts des MRE

Cette dynamique des échanges extérieurs en biens et services enregistrée en 2021 aurait généré une augmentation plus importante des **importations** (+11,2%) comparativement à l'accroissement des **exportations** (+9,5), entraînant ainsi une dégradation du déficit commercial qui aurait atteint 16,2% du PIB et une contribution négative de la demande extérieure nette à la croissance du PIB de 1,4 points de pourcentage, en creusant davantage le déficit du compte courant de la balance des paiements. En effet, et malgré l'excédent enregistré dans le compte des revenus, **le besoin de financement** devrait s'accroître et serait passé de -1,8% du PIB en 2020 à -2,5% en



2021. Cette situation reflète à la fois la fragilité de la situation extérieure commerciale ainsi que l'insuffisance de l'épargne nationale qui aurait atteint 28,7% du PIB contre un taux d'investissement brut de 31,3% du PIB en 2021. En prenant en considération ces déficits, et grâce aux transferts des Marocains Résidents à l'Étranger, la situation des **avoirs extérieurs nets** aurait maintenu en 2021 leur encours à un niveau satisfaisant permettant de couvrir 7 mois et 18 jours d'importations.

Des politiques de soutien...

La dynamique observée de l'économie marocaine en 2021 a été accompagnée par une politique budgétaire prudente afin de maîtriser l'évolution de son déficit. Durant cette année, le budget du gouvernement aurait continué de connaître un **déficit** élevé de 6,5% du PIB, moins élevé que celui de 2020 (-7,6%). Cet allègement aurait été, en grande partie, dû à la forte hausse des impôts indirects, suite notamment à la progression de la TVA et des droits de douanes qui auraient bénéficié de la reprise de la consommation des ménages et la hausse des importations. S'agissant des impôts directs, les recettes tirées des impôts sur les entreprises (IS) auraient accusé un recul en 2021 subi par les effets de la contraction de l'activité en 2020. Cependant, les recettes de l'impôt sur le revenu auraient affiché une amélioration, traduisant notamment la hausse des recettes générées par l'impôt sur les salaires et sur les profits immobiliers. Cependant, ces améliorations relatives des revenus fiscaux, ont été accompagnées par le maintien des dépenses élevées d'investissement (7% du PIB) ainsi que l'augmentation des dépenses ordinaires incompressibles (+8,7%) produites par la hausse des dépenses de fonctionnement et des charges de compensation (+50%) suite à l'appréciation des cours moyens du gaz butane (+67%).

...à coût élevé

Le niveau du besoin de financement enregistré en 2021, aurait contraint le Trésor à contracter davantage d'emprunts. Cependant, les deux sorties aux marchés internationaux effectuées en 2020 auraient réduit la marge pour une levée de fonds supplémentaire et induit la révision à la baisse des tirages extérieurs programmés dans la LF 2021. Dans ce contexte, l'encours de la **dette extérieure du Trésor** aurait connu un allègement pour atteindre près de 17,6% du PIB après 18,3% enregistré en 2020, mais reste élevé par rapport à la moyenne annuelle de 14,2% enregistrée durant la période 2012-2019.



En contrepartie, le Trésor aurait dû recourir à l'endettement intérieur, profitant des conditions de financement favorables sur le marché des adjudications. **La dette intérieure** aurait atteint presque 690 MMDH, représentant ainsi près de 59,3% du PIB et 77% de la dette globale du Trésor. Cette dernière aurait affiché un allègement d'un point du PIB par rapport à 2020, en passant de 76,4% du PIB en 2020 à 75,4% en 2021, mais en forte accentuation de 12 points comparativement à la moyenne de 63,4% enregistrée entre 2012 et 2019. De son côté, **la dette extérieure garantie** aurait, quant à elle, affiché une évolution modérée en 2021 représentant 14,9% du PIB au lieu de 16,1% en 2020, portant le niveau de la dette extérieure publique à près de 32,5% du PIB au lieu de 34,4% en 2020. Dans ces conditions, le taux **d'endettement public global** aurait atteint près de 90,3% du PIB après 92,5% en 2020 et 78,3% en moyenne annuelle durant la période 2012-2019.

Dans ce contexte, la politique monétaire aurait continué de maintenir sa politique accommodante en maintenant inchangé son taux directeur à 1,5% depuis la fin de 2020. Le marché monétaire dans ces conditions aurait été marqué en 2021 par un recul du rythme d'accroissement de **la masse monétaire** à 6,3% attribuable essentiellement à la décélération du rythme de croissance des avoirs extérieurs nets soutenus par la reprise des flux des IDE, la consolidation des transferts des MRE ainsi que par l'allocation du FMI de DTS équivalente à près de 10,9 MMDH. Le maintien des encours des avoirs extérieurs nets et le repli du rythme d'accroissement de la circulation fiduciaire, auraient permis d'atténuer le déficit de liquidité bancaire. De même, les créances sur l'économie et celles sur l'administration centrale auraient continué leur évolution positive, en ralentissement toutefois par rapport à un an auparavant. **Les crédits bancaires** auraient enregistré une progression de près de 3,1% suite à l'accélération des crédits de trésorerie aux entreprises et le rebondissement des prêts à l'habitat et des crédits à la consommation. Cependant, les difficultés de solvabilité rencontrées par plusieurs acteurs auraient augmenté la part des **créances en souffrances** pour atteindre près de 8% pour les entreprises non financières privées et 10% pour les ménages.



III- Perspectives de l'économie nationale en 2022

Poursuite de rétablissement de l'activité économique nationale

Les prévisions de la croissance économique nationale pour l'année 2022 se basent sur un scénario d'une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2021/2022 et prennent en compte les nouvelles dispositions de la loi de finance 2022. Ces projections supposent également la poursuite de l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc, la consolidation des IDE et le maintien des transferts des MRE.

Cependant, ces perspectives devraient rester entourées de fortes incertitudes liées à l'évolution de la situation pandémique, notamment l'apparition d'éventuels variants. De ce fait, les mesures restrictives qui en découlent devraient impacter négativement les tendances de l'offre et de la demande et freiner par conséquent la croissance économique nationale.

En tenant compte des hypothèses retenues, la reprise économique nationale devrait se poursuivre en 2022, quoiqu'en décélération après le fort rebond attendu en 2021. **Le secteur primaire** devrait afficher une valeur ajoutée en baisse de 1,6% en 2022 par rapport à une hausse de 17,9% l'année précédente, alors que **les activités non agricoles** devraient bénéficier de la bonne tenue de l'activité économique de nos principaux partenaires commerciaux et de l'opérationnalisation du plan de relance en 2022. Ces activités devraient ainsi connaître une croissance de près de 3,5 % en 2022 en ralentissement par rapport à 5,6% attendue en 2021.

Le secteur secondaire devrait, de sa part, continuer d'enregistrer une valeur ajoutée en croissance modérée, affichant un taux de 3,3% en 2022 au lieu de 6,8% en 2021, retrouvant ainsi la moyenne de 2,7% réalisée durant la période 2014-2019. Cette faible performance du secondaire serait expliquée par la décélération des **industries de transformation** qui auraient enregistré une valeur ajoutée en croissance de seulement 3% en 2022. **L'industrie agroalimentaire** qui aurait profité des retombées de la bonne année agricole en 2021, son taux de croissance ne serait que de 0,8% en 2022. Cependant, **les industries chimique et parachimique, les industries mécanique, métallurgique et électrique et les industries du textile et du cuir** devraient réaliser des taux de croissance de leurs valeurs ajoutées de respectivement 4,9%, 4,6% et 4,1%. Ces industries devraient



tirer profit du raffermissement de la demande étrangère adressée aux secteurs exportateurs. Elles devraient également profiter de la stratégie nationale de l'encouragement du label « Made in Morocco » et des nouveaux investissements planifiés pour l'année 2022. **Le secteur du BTP** devrait aussi profiter des incitations publiques ainsi que du redressement de la demande intérieure pour réaliser une croissance de 3,2%. De leur part, les secteurs **des mines** et de l'énergie réaliseraient des valeurs ajoutées en croissance de 4,2% et 4,7% respectivement.

Quant au **secteur tertiaire**, qui devrait s'accroître de 3,6% en 2022, continuerait de subir les effets négatifs de la crise pandémique avec toutefois un redressement prévu des services marchands, particulièrement l'amélioration attendue des activités touristiques et du transport aérien suite à l'ouverture attendue des frontières en 2022.

Compte tenu de ces évolutions et d'une hausse des impôts et taxes sur produits nets de subventions de près de 3,9%, **le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer un taux de croissance de l'ordre de 2,9%** en 2022 après un rebond de 7,2% attendu en 2021.

En terme nominal, le produit intérieur brut devrait enregistrer une décélération de son rythme de croissance à 4,7%. Cette évolution fait ressortir le maintien du niveau d'inflation, mesurée par l'indice implicite du PIB, à 1,8% en 2022.

Des prix en augmentation et une perte de pouvoir d'achat des ménages

La décélération de la croissance pourrait également se répercuter sur la croissance des revenus, la consommation et l'épargne nationale. En termes de projections, **le revenu national brut** devrait ralentir en 2022 pour atteindre un taux de croissance de 2,5%, largement inférieur à la moyenne de 4% réalisée entre 2014 et 2019. **La consommation finale des ménages** devrait augmenter de 2,8% en volume. En revanche, sa variation en valeur aurait atteint 4,6%, reflétant une perte du pouvoir d'achat suite à la hausse des prix, qui devraient continuer à augmenter en 2022 au rythme de 1,8%. En effet, le pouvoir d'achat des ménages devrait s'accroître de seulement 0,7% en 2022, accusant ainsi une baisse de son rythme de progression qui est passé d'une moyenne annuelle de 2,4% entre 2000 et 2009 à 1,1% entre 2010 et 2019. Une situation qui s'est accompagnée aussi bien par une aggravation de l'endettement des ménages qui s'estime aujourd'hui à plus de 34% du



PIB (près de 400 Milliards de DH) et par une décélération de la croissance de leurs crédits à consommation qui est passé d'une moyenne annuelle de 20,5% à 6,6% sur ces deux périodes et de chuter de 4,1% en 2020 avec la crise du Covid. En total, les **crédits bancaires** devraient s'accroître de 3,7% en 2022, sous l'effet de la poursuite de redressement de la reprise prévue des activités économiques et de l'impact attendu des programmes de soutien des ménages et des entreprises.

De sa part, la **consommation des administrations publiques** devrait, s'accroître de 2,7% conduisant ainsi à une progression de la consommation finale nationale de 2,8%, et qui devrait contribuer de 2,2 points à la croissance économique en 2022 au lieu de 4,8 points en 2021.

L'**investissement** brut total, de son côté, devrait s'accroître d'environ 5,3% limitant sa contribution à la croissance à 1,6 point après une contribution consolidée de 3,8 points en 2021. Au total, la **demande intérieure** devrait progresser de 3,5% en volume au lieu de 8% en 2021, limitant ainsi sa contribution à la croissance économique nationale à 3,8 points au lieu de 8,6 points en 2021.

Dans ce contexte, l'épargne nationale devrait représenter 28,4% du PIB suite à une amélioration de l'épargne intérieure qui devrait maintenir son taux à 22,2% du PIB en 2022 et compte tenu des revenus nets en provenance du reste du monde qui devraient atteindre 6,2% du PIB en liaison avec le maintien des transferts des MRE à un niveau confortable. Avec un taux d'investissement brut qui serait de 32% du PIB en 2022, le compte épargne-investissement dégagerait en conséquence un besoin de financement de l'ordre de 3,6% du PIB, en creusement par rapport à 2,5% du PIB attendu en 2021.

En revanche, l'économie nationale devrait continuer de bénéficier du niveau satisfaisant des réserves en devises. Ainsi, la part des **avoirs extérieurs nets** de réserves dans le total des contreparties de la masse monétaire devrait se contenir pour atteindre près de 19,9% au lieu de 20,7% en 2021, assurant ainsi une couverture de 6 mois et 27 jours d'importations de biens et services en 2022. A la lumière du niveau prévisionnel de la croissance économique et du niveau général des prix, la progression de **l'agrégat M3** devrait s'améliorer de près de 5,1% en 2022 au lieu de 6,3% en 2021 et 8,4% enregistré en 2020.



Poursuite de dégradation du déficit courant

Ce besoin de financement qui reflète aussi le résultat du compte courant de la balance des paiements, traduit le déficit structurel des échanges extérieurs du pays. En effet, en 2022 **le déficit commercial** devrait atteindre 17,6% du PIB, soit une accentuation d'un point de pourcentage par rapport à son niveau en 2021. En prenant en considération les évolutions nettes des services, le **déficit en ressources** serait en accentuation de 0,4 point par rapport à 2021 atteignant -11,3% du PIB en 2022. Ceci serait le résultat d'une croissance nominale des exportations de biens de 10,7%, tandis que les importations afficheraient une hausse de 10,1% en 2022.

En volume, les exportations nationales devraient consolider leur sentier de croissance suite au dynamisme des métiers mondiaux pour afficher une croissance de 7,2% au lieu de 9,5% en 2021. De leur côté, les importations devraient enregistrer une augmentation moins importante en 2022, soit 7,8% au lieu de 11,2% 2021. Ainsi, la contribution de la demande extérieure nette à la croissance économique serait négative de 0,9 point du PIB en 2022.

Une politique publique pour répondre à l'urgence de la relance économique et de la cohésion sociale

La politique budgétaire en 2022 devrait rester orientée en faveur du soutien de l'économie nationale en maintenant un **déficit budgétaire** de près de 6,1% du PIB. Cette orientation est combinée à une augmentation des **dépenses d'investissement**, qui devraient atteindre 7,2%, et des dépenses ordinaires incompressibles, qui poursuivraient leur tendance haussière pour représenter près de 21,7% du PIB. Cette augmentation serait portée par la hausse des dépenses de **la masse salariale** à 12,1% du PIB et des dépenses des autres biens et services (5,6% du PIB). En supposant que le prix moyen du gaz butane continue à augmenter, la charge de **compensation** devrait avoisiner 1,6% du PIB.



Néanmoins, le solde ordinaire devrait se redresser en 2022, sous l'effet d'une augmentation continue des recettes fiscales (18,5% du PIB), en lien avec la reprise de l'activité économique. Cette perspective serait également renforcée par l'introduction de certaines taxes et l'augmentation de la TIC et des droits d'importation appliqués à certains produits. L'impôt sur les sociétés devrait retrouver son taux de croissance d'avant la crise grâce à l'amélioration des bilans des entreprises en 2021. De même, les recettes de l'impôt sur le revenu et de la TVA devraient bénéficier de l'augmentation attendue de la demande.

Pour combler ses besoins de financement, le Trésor aurait recours aux emprunts intérieurs et extérieurs. Dans ce cadre, les projections pour 2022 montrent que le **taux d'endettement du Trésor** devrait augmenter à 78,5% du PIB, dont 60% du PIB de dette intérieure et 18,5% de dette extérieure. Les répercussions de la crise Covid-19 ont également révélé la vulnérabilité des finances publiques aux chocs exogènes et la possibilité de créer des espaces budgétaires. Avec une **dette extérieure garantie** par l'Etat qui devrait se stabiliser à près de 14,7% du PIB en 2022, le **taux d'endettement public global**, en augmentation continue, devrait atteindre 93,2% du PIB en 2022, contre 90,3% en 2021.



En conclusion, l'année 2021 aurait connu un fort rebond de la croissance économique nationale, portée par les performances du secteur agricole et une politique financière intelligente assortie d'une stratégie de gestion sanitaire à l'origine d'une limitation remarquable des effets de la pandémie du Covid-19.

L'année 2022 se devrait d'être l'année de la première épreuve opérationnelle du Nouveau Modèle de Développement (NMD) du Royaume du Maroc. Au plan institutionnel, elle a consacré, après les élections de septembre 2021 avec leurs débats et leur pléthore d'offres électoralistes, l'émergence d'une majorité largement hégémonique au Parlement et dans l'opinion publique et la constitution d'un gouvernement dont le programme se réclame des options et des objectifs de ce nouveau modèle. Dans ces conditions, cette année devrait connaître une nouvelle dynamique de réformes de structures, aujourd'hui plus que jamais nécessaires, pour que notre pays réalise dans la durée le niveau de croissance de son économie et les conditions de vie de sa population en harmonie avec les ultimes finalités qu'il est en droit de connaître à l'horizon 2035.



ANNEXE

	2019	2020	2021*	2022**
Valeurs Ajoutées et PIB en volume (en %)				
Valeur ajoutée totale	2,7	-6,1	7,2	2,8
Valeur ajoutée primaire	-4,6	-6,9	17,9	-1,6
Valeur ajoutée non agricole	3,9	-6,0	5,6	3,5
Valeur ajoutée secondaire	3,6	-3,8	6,8	3,3
Valeur ajoutée tertiaire	4,0	-7,1	5,0	3,6
Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)	1,9	-7,6	6,5	3,9
PIB non agricole (VA +ITS)	3,6	-6,2	5,7	3,6
PIB en volume	2,6	-6,3	7,2	2,9
Variation du prix implicite du PIB	1,4	0,8	1,8	1,8
Equilibre Ressources et Emplois en volume en %				
Consommation finale	2,6	-2,5	6,1	2,8
Ménages résidents	1,9	-4,1	5,9	2,8
Administrations publiques	4,7	1,7	6,6	2,7
FBCF	1,0	-9,0	9,8	5,6
Exportations de biens et services	6,2	-14,3	9,5	7,2
Importations de biens et services	3,4	-12,2	11,2	7,8
Ratios des principaux indicateurs macroéconomiques en % du PIB				
Epargne intérieure	23,4	20,8	22,1	22,2
Epargne nationale	27,8	26,7	28,7	28,4
Investissement brut	31,9	28,4	31,3	32,0
Solde de financement	-4,1	-1,8	-2,5	-3,6
Déficit budgétaire	-3,6	-7,6	-6,5	-6,1
Dette publique globale	80,3	92,5	90,3	93,2
Dette de Trésor	64,8	76,4	75,4	78,5
Réserves en mois d'importations	6,4	9,0	7,6	6,9

